

Chambres de commerce des trois départements d'Algérie font la grève. Le gouvernement doit faire appel à la haute autorité du maréchal Juin pour essayer de calmer les esprits.

Pratiquement une compétition s'engage entre les colons et le gouvernement dans la répression. Les fils des colons « rappelés » vont endosser l'uniforme pour être placés à la tête de milices chargées de défendre les propriétés et les récoltes de la famille. Le danger de vastes ratissages, d'une provocation monstrueuse se précise.

Le gouvernement ne doit pas être laissé en état d'appli-

quer tranquillement ses plans guerriers. La lutte doit s'engager dans la métropole pour empêcher la répression et l'emploi de plus en plus large du contingent. Il faut imposer la fin d'une guerre injuste, anti-populaire, réactionnaire. Le développement de la sale guerre en Algérie s'accompagnera inéluctablement du renforcement des forces fascistes en France.

Un large front anti-impérialiste doit se créer. De vastes manifestations et des mouvements de grève doivent faire cesser ce crime.

Les travailleurs de France et leurs organisations doivent soutenir sans réserves leurs frères algériens

La campagne se poursuit dans « L'Humanité » en vue de faire retomber sur « un petit groupe de nationalistes algériens » la responsabilité des regrettables incidents du 1^{er} mai.

Tout en s'efforçant d'apaiser les inquiétudes des militants ouvriers français, les leaders de la C.G.T. et du P.C.F. déploient des efforts non déguisés pour battre en brèche l'influence de masse du M.T.L.D.

On comprend ce que cette attitude peut avoir d'irritant dans le moment actuel pour les militants nationalistes, et qu'elle n'est pas faite pour sceller l'alliance indestructible des travailleurs français avec

leurs frères algériens. Déjà, des militants communistes de chez Panhard, excités par cette campagne anti-messaliste, se sont laissés aller à frapper violemment les distributeurs d'un tract algérien

Petit retour sur le passé

Il faut véritablement manquer de pudeur pour accabler le mouvement national algérien. Il s'agirait d'être sérieux et de ne pas prendre les militants pour des imbéciles frappés d'amnésie par surcroît. Dans un tract aux « Frères Algériens » du 5 mai, le P.C.F. écrit :

« Le Parti Communiste Algérien soutient sans défaillance depuis plus de 30 années les aspirations nationales du peuple algérien. »

S'il en est ainsi comment se fait-il que le Parti Communiste algérien soit squelettique, qu'il ne recueille qu'un nombre de voix insignifiantes aux élections dans les collèges musulmans, que ses seuls élus soient des Européens ? On aimerait en connaître l'explication de la bouche de Feix, Tollet et Dufriche.

Pourtant, nulle part ailleurs, le P.C.F. n'avait un champ mieux approprié pour étendre durablement son influence. C'est dans la banlieue industrielle de la Région Pa-

risienne que *L'Etoile Nord-Africaine* prit son essor et se développa sous l'énergique impulsion de Messali Hadj, à partir de 1926. *L'Etoile Nord-Africaine* lutta au coude à coude avec le mouvement ouvrier français en étroite collaboration avec le Parti Communiste. Elle prit une part active à la lutte contre le fascisme en 1934. Elle fut un artisan de l'unité d'action ouvrière. Elle signa en 1935 le pacte du Rassemblement Populaire et participa en masse compacte aux grandes manifestations des années 1935-36. Messali Hadj parla dans tous les grands meetings de cette époque, fit échec à l'enrôlement des Nord-Africains dans les troupes fascistes du comte de La Rocque et incita ses compatriotes à rester inébranlablement soudés aux prolétaires français lors de la grande vague gréviste.

Tous les espoirs de *L'Etoile* étaient fondés sur le soutien de ses revendications et de ses aspirations légitimes par le mouvement ouvrier français.

Le coup de poignard dans le dos

On connaît la suite : le Front Populaire, loin d'œuvrer à l'émancipation des Algériens, fit déferler sur eux la répression. Le gouvernement présidé par Léon Blum prononça en janvier 1937 la disso-

lution de *L'Etoile Nord-Africaine*. Le P.C.F. laissa faire. En août 1937, toujours sous le Front Populaire dont il était un des membres fondateurs, Messali est arrêté puis condamné à deux ans de prison.

La tuerie de Mai 1945

Au terme des noires années de guerre, De Gaulle fait miroiter certaines promesses de « libéralisme ». Le mouvement ouvrier métropolitain au sortir de la résistance paraît tout puissant, prêt à changer une bonne fois la face des choses. Le poste de gouverneur général à Alger est occupé par un socialiste. Le gouvernement comprend force ministres socialistes et communistes. Les nationalistes algériens croient venu le moment de faire valoir leurs légitimes revendications. Les colons ripostent par la monstrueuse provocation du 8 Mai 1945 qui se solda par le massacre de 45.000 Algériens.

Se trouvant au gouvernement et y demeurant à ce moment, le Parti

Communiste Français endosse la responsabilité de cette répression sauvage. Il se livra en outre à une infâme calomnie envers le P.P.A. qu'il traita durant des mois de parti fasciste, l'identifiant avec le P.P.F. de Doriot. Le discours de P. Fayet à la séance de l'Assemblée Consultative Provisoire du 11 juillet 1945 atteste cette orientation. Il y parle « des agents de la cinquième colonne, membres connus du Parti Populaire Français et du Parti du Peuple Algérien, agissant par tous les moyens pour affaiblir tout ce qui pouvait servir la France ». (J.O. du 12-7-45). Il s'y indigna qu'on ait choisi pour lieu de résidence forcée à Messali, la commune de Rebel où il pouvait se concer-

ter régulièrement avec ses amis et où, « en toute tranquillité, il a travaillé à l'organisation de la région dont les habitants étaient auparavant très calmes ».

Il est certes plus facile aujourd'hui de s'en prendre à « certains dirigeants nationalistes » et d'évoquer le spectre des « aventuriers trotskystes » que d'opérer une véritable auto-critique afin de liquider une bonne fois la source des difficultés existantes entre les organisations algériennes et les organisations ouvrières françaises. Rappeler

Pour surmonter les dissensions

Les camarades algériens ont toutes les raisons d'être susceptibles et tendus alors que se mène chez eux une lutte sans merci à laquelle ils entendent concourir de leur mieux. Ils connaissent la puissance du prolétariat français qu'ils ont vu mener de grandes grèves, des luttes grandioses. Ils s'étonnent que cette grande force ne soit pas mise en mouvement pour leur venir en aide dans une lutte qui concerne les travailleurs des deux côtés de la Méditerranée.

Les travailleurs nord-africains ont trop souvent servi de force d'appoint. On s'est servi de leur combativité, de leur courage, en sacrifiant aisément leur cause quand elle devenait gênante dans le cadre des visées tactiques proprement françaises du moment. De facteur subordonné, le fait « colonial », le fait algérien et nord-africain doit passer au centre de la stratégie ouvrière.

Les petites manœuvres, les mesquineries indignes doivent cesser.

Les Comités d'action

Le tract du P.C.F. appelle à la « constitution partout, en premier lieu dans les entreprises, des comités d'action contre la répression en Algérie ».

Ce mot d'ordre n'a encore trouvé qu'un écho limité dans *L'Humanité*. Les dirigeants du P.C.F. déploieront-ils dans ce sens, ne serait-ce que la moitié de l'effort qu'ils firent pour susciter le triste « front national uni » ?

ce passé ce n'est pas ranimer la plaie au cœur des travailleurs algériens ; c'est une nécessité pour que les militants ouvriers saisissent bien l'origine et le bien-fondé des réticences qu'ils peuvent rencontrer de la part de leurs camarades algériens. C'est une nécessité pour comprendre que l'on doit redoubler de prévenance auprès de ces camarades, que l'on doit leur offrir le maximum de garanties de démocratie, de liberté, au sein du mouvement ouvrier, que l'on doit respecter strictement l'indépendance de leurs organisations nationales.

C'est la devise de l'impérialisme : diviser pour régner. La C.G.T. n'a pas à jouer l'une contre l'autre les diverses fractions du mouvement national algérien comme elle l'a fait le 1^{er} Mai. Les camarades algériens ont la sensation que le P.C.F. met à profit l'illégalité dans laquelle se trouve rejeté le M.T.L.D. pour opérer une petite manœuvre de débordement qui n'est pas des plus élégantes. Quoiqu'il en soit, il est tout de même surprenant de ne plus trouver le mot d'ordre de la levée de l'interdiction du M.T.L.D. dans les appels et résolutions du P.C.F. et de la C.G.T. ! De même, aucune campagne n'est menée pour la libération de Messali Hadj tenu séquestré sur le territoire français, en complète violation des lois. *L'Humanité* ignore le nom du plus grand leader algérien qui mérite le respect et l'admiration de tous les travailleurs, symbole vivant de l'inflexible volonté d'émancipation du peuple algérien.

Ils ont bien su trouver la voie et les moyens de créer l'alliance contre nature avec Daladier et les Gaullistes du P.P.F. On ne nous dira pas qu'il est plus difficile de susciter un large front de défense du peuple algérien devant rassembler toutes les forces vives du mouvement ouvrier, le plus grand nombre d'organisations populaires.

L'UNION DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET ALGÉRIENS SE SCILLERA DANS L'ACTION.